

## Les patrons rament pour sauver le cap de Macron

Le Medef met la pression sur l'Élysée pour maintenir une politique économique toujours plus libérale malgré le résultat des législatives. P. 8



KIRILL CHUBOTIN/SPA

## Les objectifs troubles de l'offensive sur Kursk

L'incursion ukrainienne en Russie n'efface pas les doutes sur son impact. Elle n'a pas permis de desserrer l'étau dans le Donbass, où l'armée de Poutine continue d'avancer. P. 10

MERCREDI 21 AOÛT 2024. | N° 24009. | 2,70 € | [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

# l'Humanité

**COÛT DE LA RENTRÉE**

## FAMILLES, JE VOUS SAIGNE

Pour les parents d'élèves et d'étudiants, le retour en classe et dans les amphis constitue un casse-tête. Malgré une légère baisse, les sommes à déboursier restent insurmontables face à l'inflation et à l'insuffisance des aides. P. 2

LAURENT GRANDJULOT/REA





## ÉDITORIAL

PAR MARION  
D'ALLARD

## Cohabitation

**Poser les termes. Non plus du débat, mais de l'évidence.** « *Moi, mon sujet, ce n'est pas la destitution, c'est la cohabitation* », a déclaré Lucie Castets, en réponse à l'option suggérée par la France insoumise de révoquer le chef de l'État. Ce faisant, celle que le Nouveau Front populaire a désignée candidate à Matignon vient d'éviter un double piège : créditer une éventualité qui n'a aucune chance d'aboutir et voir s'engouffrer dans la brèche tous ceux pour qui l'opportunité est trop belle de fissurer l'union de la gauche, arrivée en tête aux dernières législatives. Oui, l'heure est à la cohabitation. Il en va des règles de la démocratie. L'obstination d'un président mauvais perdant et les manœuvres pour sauver la ligne politique de la minorité macroniste n'y changeront rien.

**En décidant de jouer la montre, en refusant le verdict des urnes,** Emmanuel Macron maintient ouverte une séquence d'instabilité inédite autant que dangereuse. Certes, la convocation des chefs de parti et de groupes parlementaires, vendredi, à l'Élysée marque l'accélération du calendrier politique, mais elle ne saurait détourner l'opinion de l'essentiel. Le camp présidentiel est défait, minoritaire comme jamais. Matignon revient à la gauche. Emmanuel Macron le sait, il va devoir composer en renon-

**Quiconque nommé à Matignon sans intention de revenir sur l'âge de la retraite verrait son gouvernement censuré.**

çant en premier lieu à sa réforme des retraites. Elle est le symbole de la violence sociale de la Macronie, du passage en force, de la négation du Parlement, du mépris et de la morgue d'un président isolé, sourd à la colère populaire. **La réforme cardinale des quinquennats Macron est un texte mort-né.** L'ensemble des groupes parlementaires voteront en faveur de son abrogation, hormis ce qu'il reste des troupes présidentielles. Inutile d'essayer de sauver les meubles. Quiconque nommé à Matignon sans intention de revenir sur l'âge de départ à la retraite et dont la ligne contreviendrait donc au verdict des urnes verrait son gouvernement immédiatement censuré. La cohabitation n'est pas un « parfum » et la démocratie est, aussi, affaire d'arithmétique. ■

# Les folles dépenses de la rentrée scolaire

**PRÉCARITÉ** Pour de nombreuses familles d'élèves et d'étudiants, le retour en classe et dans les amphis constitue un casse-tête financier. En légère baisse, les sommes à déboursier demeurent importantes en raison de l'inflation et de l'insuffisance des aides.

**A**u rayon fournitures scolaires, à l'hypermarché Carrefour de Saint-Denis, c'est le branle-bas de combat. Alors que les vacances touchent à leur fin, les étagères sont prises d'assaut par les familles. Réclames et réductions côtoient quantité d'offres alléchantes. « *Je privilégie généralement la marque distributeur. C'est un peu moins cher. Avant, j'achetais des cahiers de grande marque mais ils sont devenus hors de prix* », explique Dalila, 45 ans, infirmière, mère de trois enfants, dont deux sont scolarisés au collège. Autour d'elle, les parents regardent, comparent les prix. « *Avant, à chaque rentrée, j'arrivais à offrir aux enfants une belle tenue pour le jour de la rentrée. Aujourd'hui, c'est trop compliqué financièrement : je leur achète juste une nouvelle paire de chaussures, en plus des fournitures demandées* », confie Amel, 32 ans, agente d'accueil, mère de deux enfants dont l'aînée entre en sixième.

Dans quelques jours, 15 millions d'élèves et d'étudiants français retrouveront les salles de classe. Pour leurs familles, la rentrée scolaire est souvent synonyme de trou dans le budget. Dans un rapport publié le 14 août, la Confédération syndicale des familles (CSF) pointe l'augmentation de son coût pour l'année 2024-2025. Accusant une légère hausse dans l'élémentaire, avec un prix moyen de 236 euros (contre 230 euros en 2023), il reste globalement élevé, notamment au collège (324 euros) et au lycée (398 euros). Bien que le coût dans le secondaire soit en baisse – de 12,7 % au collège

et 6,8 % au lycée –, cette diminution ne compense pas la hausse des années précédentes. Les dépenses de rentrée constituent, pour 15 % des familles interrogées par la CSF, une difficulté. Pour les seules familles monoparentales, le taux avoisine carrément les 40 %.

## LE RECOURS AU SYSTÈME D POUR LES FOURNITURES

L'État n'impose pas la gratuité des fournitures scolaires. En sera-t-il différemment demain ? À l'heure de la prochaine nomination d'un gouvernement, la gratuité intégrale à l'école (cantine, fournitures, transports, activités périscolaires) figure parmi les engagements du Nouveau Front populaire. Pour l'instant, le ministère de l'Éducation nationale préconise l'élaboration d'une « *liste de fournitures scolaires en tenant compte de trois facteurs : un budget raisonnable pour toutes les familles, un cartable allégé et des produits triables et recyclables* ». Le ministère propose même des listes modèles qui permettent de faire baisser le coût des fournitures. Problème : chaque établissement est libre dans sa composition. « *18 % des familles que nous avons interrogées indiquent avoir déjà acheté du matériel qui n'a jamais servi ! S'il existait*

**« Avec toutes les dépenses, le coût annuel de la scolarité d'un enfant va de 1 500 à 2 300 euros. »**

JULIE MARTIN, CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES

*des commissions de fournitures scolaires, comme le recommande le ministère, on serait peut-être en capacité de limiter les demandes pas toujours justifiées de la part des établissements* », précise Julie Martin, chargée de mission à la CSF. Afin de limiter la note, de nombreuses familles optent pour le système D. Cela passe par la réutilisation de fournitures ou l'achat en lot ou à plusieurs. Elles





À la longue liste de matériel scolaires s'ajoutent les activités périscolaires, l'équipement numérique... FRED MARVAUX/RÉA

privilégient également davantage les magasins discount et les marques distributeurs.

Si la rentrée occasionne nécessairement des frais, ceux-ci s'ajoutent à la longue liste des dépenses qui jalonnent la scolarité : activités périscolaires, équipement numérique, transports, restauration. « *En cumulant toutes ces dépenses, nous avons calculé que le coût de la scolarité d'un enfant va de 1 500 à 2 300 euros* », révèle Julie Martin. Une sacrée somme, que ne peut malheureusement compenser le versement de l'allocation de rentrée scolaire (ARS), en dépit d'une revalorisation à hauteur de 4,6 % en 2024 (un peu moins de 20 euros en moyenne). Elle se monte dorénavant

à 416,40 euros (de 6 à 10 ans), 439,38 euros (de 11 à 14 ans) et 454,60 euros (de 15 à 18 ans). Par ailleurs, seules 3 millions de familles sont concernées par son versement, soit un tiers des enfants actuellement scolarisés.

Un chiffre qui reste peu ambitieux au regard des nombreuses difficultés financières rencontrées par les familles qui en sont exclues. C'est le cas de Jeanne (1), 50 ans, aide-soignante, dont le fils de 17 ans, Lorenzo, est en deuxième année de CAP pâtisserie : « *Je ne compte plus les sommes qu'il a fallu déboursier ! La mallette de pâtisserie à 300 euros, le costume à 100 euros, exigé par l'école, la tenue pour travailler, à plus de 100 euros. Et j'en passe.* »

Jeanne, qui réside dans un village de Seine-et-Marne où les transports en commun sont rares, a dû en plus acheter un scooter, pour que son fils puisse se rendre au travail, situé à 20 kilomètres de son domicile : « *Le scooter, acheté d'occasion, nous a coûté 2 300 euros ! Plus les 800 euros pour le passage du brevet de sécurité routière et l'achat des équipements ! Je vous laisse imaginer la somme finale !* » Afin d'inclure davantage de familles, la CSF recommande de relever encore le plafond de ressources de versement de l'ARS. Celui-ci n'a augmenté que de 5,3 % en 2024. « *Cette aide n'est pas assez évolutive et fait très peu de différences entre un enfant en élémentaire ou en lycée. Or, dans certaines filières techniques, le coût des fournitures scolaires explose* », dénonce Julie Martin.

## LOGEMENTS ÉTUDIANTS TOUJOURS PLUS RARES TOUJOURS PLUS CHERS

L'accès au logement relève de longue date du casse-tête pour les étudiants. Mais la situation devrait être encore plus difficile lors de cette rentrée scolaire. L'aggravation de la crise du logement depuis deux ans génère une raréfaction croissante de l'offre accompagnée d'une hausse des prix

à la location. « *Pénurie de biens, augmentation des locations courte durée et prix en hausse... autant de facteurs qui complexifient la recherche* », alertait début août le réseau d'agences de gestion Orpi. Aucun secteur n'est épargné. Le prix moyen d'un loyer en colocation

aurait ainsi augmenté de 6,2 % par rapport à la rentrée 2023, selon LocService, une agence spécialisée dans ce secteur. Même les résidences Crous sont concernées. L'Unef indique que les tarifs y sont en hausse cette année de 3,5 %.

### « DÉFAMILIARISER » LE SYSTÈME DES BOURSES

Même revendication du côté de l'Union nationale des étudiants de France (Unef), qui réclame une réforme des critères d'attribution des bourses. Celles-ci sont calculées à partir du revenu des parents et non sur ceux des étudiants. Or certains parents ne contribuent pas financièrement aux études de leurs enfants. L'Unef dénonce un principe injuste et appelle à « *défamiliariser* » le système des bourses afin d'inclure davantage d'étudiantes et d'étudiants. On compte actuellement 270 000 étudiants boursiers. Un chiffre ■■■



■ bien faible au regard des 3 millions d'étudiants que compte la France. Cette réforme paraît plus qu'urgente face à la précarisation de la population étudiante. Pour l'Unef, depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, le coût de la vie pour les étudiants a augmenté de 27,76 %. Selon l'Union étudiante, qui publie de son côté un rapport intitulé « sept ans sous Macron : une jeunesse sacrifiée », depuis 2017, « le pouvoir d'achat annuel des étudiants s'est effondré, avec une perte inédite de 2650 euros ». Le syndicat a calculé que « le panier moyen pour répondre aux besoins essentiels » s'établit désormais à 966 euros par mois, en augmentation de 167 euros sur sept ans. L'organisation prend aussi les discours gouvernementaux à contrepied en relevant que, depuis 2020, tandis que la population étudiante connaissait une croissance de 1,5 % (+ 40 800 personnes), le nombre de boursières et boursiers chutait de 7,8 %, soit 58 248 bénéficiaires en moins.

Dans le même temps, l'aide personnalisée au logement (APL) baissait de 20 % en montant et de 6 % en nombre de bénéficiaires. Ce qui souligne à quel point les étudiants sont abandonnés face au problème, devenu dramatique, du logement. Selon l'Unef, celui-ci pèse pour 53 % dans leur budget – de loin leur premier poste de dépense – avec un loyer moyen de 560 euros par mois, en hausse de 1,08 % sur un an. Encore faut-il tenir compte des importantes disparités régionales : en Île-de-France, le loyer moyen atteint 804 euros. Cela se ressent sur le budget des étudiants, comme Damien, 23 ans, étudiant

en histoire. Le jeune homme, qui réside à Paris, bénéficie d'une bourse et, pour lui, « c'est une chance énorme. En tant que boursier, je n'ai pas de frais d'inscription. J'essaie, le plus souvent, de manger au restaurant universitaire. Les repas y sont à un euro pour les boursiers. Cela m'évite de multiplier les frais, sinon ce serait pas possible. Je devrais me priver de loisirs ». Mais pour le logement, c'est une autre histoire. Logé dans le parc privé, Damien habite dans une chambre de bonne : « Je paye 550 euros par mois pour 10 mètres carrés. J'ai une douche mais les sanitaires sont sur le palier. Je n'ai pas eu le choix. Cette année, mon loyer a augmenté de 25 euros par mois, ce qui fait 300 euros de plus à l'année. C'est énorme, alors que l'année dernière, l'augmentation se limitait à 10 euros par mois. J'aurais pu trouver mieux pour moins cher mais mes parents ne sont pas considérés comme de bons garants par les bailleurs. »

#### À QUAND UNE ALLOCATION D'AUTONOMIE ?

Comme lui, des milliers d'étudiants subissent l'inflation sur marché locatif privé. D'autant plus que les résidences universitaires du Crous, censées offrir un loyer avantageux aux étudiants boursiers, n'abritent que 5,96 % des étudiants. Pourtant, après les mobilisations étudiantes de 2017 et 2018, Emmanuel Macron avait promis la construction de 60 000 logements étudiants d'ici à 2022. Deux ans après,

« J'essaie, le plus souvent, de manger au restaurant universitaire. »

DAMIEN, 23 ANS,  
ÉTUDIANT BOURSIER  
EN HISTOIRE

à la rentrée 2024, l'augmentation du nombre de logements dans les Crous n'aura été que de 8,8 % (5 297 logements supplémentaires), écrit l'Unef. En remontant à 2017, l'Union étudiante trouve seulement... 4 864 logements Crous supplémentaires en sept ans, rappelant qu'à la rentrée 2023 plus de 87 000 étudiants s'étaient retrouvés sans toit. Combien seront-ils cette année ? En outre, les loyers dans les résidences Crous devraient augmenter de 3,5 % en 2024. Si

l'on ajoute à cela l'augmentation des frais d'inscription universitaire (+ 35,38 % depuis 2017, selon l'Unef, s'établissant en moyenne à 332 euros cette année), du coût des transports en commun (+ 9,62 % d'écart entre les étudiants boursiers et non boursiers), le goulet d'étranglement n'en finit plus de se resserrer sur les étudiants. Ce qui explique qu'Unef comme Union étudiante se retrouvent pour exiger un revenu, ou une allocation d'autonomie pour les étudiants, inconditionnel et fixé, au minimum, à hauteur du seuil de pauvreté, soit 1 216 euros mensuels. Parce que, loin d'avoir disparu des campus, les files d'attente devant les distributions alimentaires qui avaient tant choqué pendant le Covid sont désormais installées dans le paysage de la jeunesse étudiante française. ■

OLIVIER CHARTRAIN ET BÉRÉNICE PAUL

(1) Le prénom a été modifié.

## Quelles dépenses impactent particulièrement les étudiants et étudiantes pour cette rentrée ?

Le premier poste de dépense reste le logement. Ensuite, c'est le coût des transports et de l'alimentation, qui a explosé en 2023 avec l'inflation. Cette année, la contribution de vie étudiante

de campus, cotisation obligatoire qui augmente chaque année, culmine à 103 euros. On l'appelle « l'impôt étudiant », sachant qu'on ne sait pas exactement à quoi sert cet argent. Les frais d'inscription sont également en hausse, alors qu'ils n'avaient pas augmenté depuis 2019. C'est vraiment alarmant qu'un gouvernement démisionnaire fasse passer cette réforme.



HANIA HAMIDI  
Secrétaire nationale  
de l'Unef

#### Quelles sont les conséquences ?

Nous alertons depuis plusieurs années sur différents points. Un étudiant sur deux est obligé de se salarier, la précarité alimentaire atteint des sommets : certains doivent sauter des repas, aller aux Restos du cœur. Malheureusement, il semble acté dans la société que, quand on est jeune, on est précaire, et on doit galérer. Le gouvernement devrait prendre en charge les jeunes et mettre en place des politiques publiques de soutien, des réformes structurelles sur les bourses par exemple.

#### Quels sont les profils les plus touchés ?

## « Il semble acté que, quand on est jeune, on doit galérer »

Les étudiants sont de plus en plus précaires et le gouvernement n'apporte aucune solution. À quelques jours de la rentrée, Hania Hamidi, secrétaire nationale de l'Unef, fait le point.



Le coût moyen du logement est d'environ 560 euros, cela monte à 804 euros en Île-de-France. JEAN-FRANÇOIS FORT/HANS LUCAS/AFP

Les étudiants étrangers venus hors de l'Union européenne sont très touchés par la précarité, notamment à cause de la réforme Bienvenue en France, qui leur impose des frais d'inscription très élevés : 2 850 euros en licence et 3 879 euros en master. Ils n'ont pas les mêmes droits concernant l'accès au Crous, par exemple. C'est aussi

le cas des étudiants et étudiantes résidant dans la France d'outre-mer, où le coût de la vie est largement supérieur à celui en métropole. Cela s'explique par la défaillance des services publics dans ces territoires. L'écart du coût de la vie entre les femmes et les hommes est également significatif, notamment au niveau de la santé : coût des

consultations gynécologiques, différences de prix entre des produits d'hygiène similaires, précarité menstruelle...

#### Quelles sont les mesures que vous aimeriez voir appliquées ?

Le gouvernement doit se saisir de plusieurs questions : celle du repas à 1 euro étendu aux étudiants non boursiers, mesure qui a été supprimée. Il est aussi nécessaire d'augmenter les budgets des Crous pour construire de nouveaux logements et accorder davantage de bourses. Mettre en place la gratuité des transports pourrait aider de très nombreux jeunes. Des politiques publiques ont déjà été mises en œuvre dans certaines métropoles et cela fonctionne : les jeunes investissent des lieux culturels, s'émancipent, peuvent se rendre sur leurs lieux d'étude plus facilement... Au niveau du logement, on revendique une augmentation des aides personnalisées au logement et un encadrement des loyers, surtout dans les grandes métropoles universitaires où les prix sont très élevés. Le coût moyen du logement pour un étudiant est d'environ 560 euros, cela monte à 804 euros en Île-de-France. Enfin, on demande une allocation d'autonomie pour tous et toutes, qui est une mesure historique de l'Unef. Sa mise en place serait à la hauteur du seuil de pauvreté et pour tous les étudiants. En effet, les moyens de financer les études sont assez inégaux : le salariat étudiant est la première cause d'échec pour obtenir un diplôme, un soutien familial est rare et les aides sociales insuffisantes. Cette réforme permettrait donc un droit à la santé, au logement, à l'alimentation et à la réussite universitaire. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ISIS MARVYLE



«La dignité de la femme (...) demande en premier lieu que la poussière des siècles soit enlevée de la tête des hommes.» Elsa Triolet

## LA FEMME DU JOUR



### Tanya Haj-Hassan

La guerre à Gaza n'a pour l'instant pas eu droit à la scène principale de la convention démocrate. Mais sur pression de l'aile gauche, un atelier portant sur les droits des Palestiniens – une première dans l'histoire des grands-messes démocrates, c'est dire – a été organisé. Face à des centaines de délégués bouleversés, dont certains en pleurs, l'une des participantes a décrit l'effroyable situation dans laquelle se trouvent les habitants-survivants de la bande de terre soumise au déluge de feu de l'armée israélienne. Il s'agit du docteur Tanya Haj-Hassan. En juillet, l'Américano-Palestinienne avait signé, avec des dizaines d'autres médecins, une lettre à Joe Biden pour lui faire part de ce dont ils ont été témoins en soignant des personnes à Gaza. Sans réponse, elle est venue porter son témoignage au cœur de l'appareil du parti au pouvoir. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

## C'EST UN MONDE

### Ortega liquide les ONG

Le gouvernement du Nicaragua a acté, lundi 19 août, la fermeture de 1500 ONG et la saisie de leurs biens par l'État. Il s'agit de la plus importante fermeture massive d'ONG ordonnée par le président Daniel Ortega. Elle porte à plus de 5100 le nombre d'organisations civiles dissoutes depuis 2018, année où le régime a renforcé son arsenal juridique à la suite des manifestations antigouvernementales dont la répression avait fait plus de 300 morts en trois mois, selon les Nations unies. Les organismes religieux sont principalement pris pour cible, le gouvernement d'Ortega affirme que l'Église a soutenu les manifestants et entretient les forces d'opposition dans le pays. Sont aussi concernées des associations caritatives, sportives, indigènes ou d'anciens combattants du régime sandiniste. La Croix-Rouge nicaraguayenne a notamment été fermée.

## L'œil de Babouse



## LA BONNE NOUVELLE La solidarité populaire plus forte que le racisme

À Saint-Aubert, dans le Nord, le couple de gérants du seul commerce de la commune a été victime, début août, d'insultes racistes et de menaces de mort. Accablés, Nawel et Adil ont d'abord cru bon de mettre la clé sous la porte de l'épicerie qu'ils avaient reprise, en 2023, dans le cadre du programme SOS Villages. Mais c'était compter sans la mobilisation des habitants de Saint-Aubert. Une pétition a rapidement reçu plusieurs centaines de signatures pour montrer leur « soutien indéfectible

à Nawel, Adil et leurs enfants » tout en condamnant « fortement toutes formes de racisme et d'intimidation ». Même le maire (DVG), Pascal Gérard, est monté au créneau, s'insurgeant contre des « agissements inacceptables ». Ce sursaut a fait revenir les gérants de la supérette sur leur décision. « Nous avons eu tellement de soutiens. Nous ne pouvions pas leur tourner le dos comme ça », confie Nawel. Face aux effets de la haine raciste, le remède est bel et bien la solidarité populaire. ■

ÉMILIE URBACH

## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**États-Unis** Un président en exercice qui adoube sa vice-présidente, une ancienne candidate et une future candidate qui prend date : la première soirée de la convention démocrate, qui s'est ouverte lundi 19 août à Chicago, a été placée sous le signe du passage de relais, avec en vedettes Joe Biden, Hillary Clinton et Alexandria Ocasio-Cortez (AOC). Cette place faite à AOC indique à la fois le poids de l'aile gauche dans la coalition démocrate et l'évolution de la jeune députée.

**Guadeloupe** Près d'une semaine après le passage de la tempête Ernesto, plusieurs communes de l'île des Caraïbes subissent encore des restrictions à la consommation d'eau potable, a annoncé l'agence régionale de santé. Au total, plus de 100 quartiers de Guadeloupe sont affectés.

## ! C'EST UN SCANDALE

### Le président Milei abandonne les bébés volés de la dictature

Les Abuelas (grand-mères) de la place de Mai se retrouvent bien seules. Par un décret, l'inénarrable président argentin Javier Milei vient d'acter le démantèlement de la Commission nationale pour le droit à l'identité (Conadi) en lui retirant son unité spéciale d'investigation. Celle-ci était notamment chargée de rechercher les bébés volés lors de la dictature de Jorge Rafael Videla (1976-1981). La Conadi ne pourra en outre plus avoir accès aux archives d'État. Créée en 1992, elle accompagnait les Abuelas en s'efforçant de retrouver ces enfants volés et de les recenser. Mais la Commission a dû faire face ces derniers mois à de nombreuses critiques du camp de Javier Milei, qui l'accusait d'être « une organisation militante », voire un « outrage à la Constitution ». Après ses discours révisionnistes, le dirigeant d'extrême droite s'attelle désormais à la réhabilitation de la junta militaire de Videla, arrivée au pouvoir à la faveur d'un coup d'État. « Il s'agit d'une nouvelle violation des droits de l'homme par ce gouvernement, c'est diabolique », a déploré Estela de Carlotto, présidente des Abuelas de la place de Mai, dans un journal local. Ces dernières accusent le gouvernement de couvrir les « génocidaires » impunis de la dictature.

## BONNET D'ÂNE

### Les swifties instrumentalisés

Donald Trump n'en a décidément rien à faire de la vérité. Cette fois, le candidat républicain a partagé sur les réseaux sociaux des images générées par l'IA qui font passer la chanteuse Taylor Swift et certains de ses fans, les swifties, pour ses supporters. L'icône de la pop n'a pas tout de suite démenti, mais son engagement en faveur des Démocrates est connu. Malgré ses débuts dans la country, genre très prisé des conservateurs, elle a pris position en soutenant deux candidats démocrates en 2018 dans son État rural d'origine, le Tennessee, puis Joe Biden lors de la présidentielle de 2020. Son immense influence auprès d'une partie des jeunes électeurs est regardée de près. En septembre 2023, à la suite de son appel à s'inscrire sur les listes électorales sur Instagram, 35 000 nouvelles inscriptions avaient été enregistrées.





Philippe Rio, président de la Coopérative des élu-e-s communistes, en octobre 2021, à l'Espace Arena de Paris Bercy.  
JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

# « Face à l'extrême droite, nous devons former nos élus »

**MUNICIPALES** Après nos révélations sur le projet Périclès du milliardaire Pierre-Edouard Stérin, **Philippe Rio** sonne l'alerte et appelle les militants des partis progressistes à investir le champ de la formation.

**L**e maire PCF de Grigny (Essonne), Philippe Rio, est signataire d'une tribune publiée par la Coopérative des élu-e-s communistes (lire *l'Humanité* du 14 août). Elle s'adresse à toutes les formations politiques progressistes et invite leurs élus à faire usage de leur droit à la formation. Un secteur largement investi par l'extrême droite, qui forme d'ores et déjà ses cadres à la gestion des villes.

**Après les révélations de *l'Humanité* sur le projet Périclès, vous signez une tribune appelant à une meilleure formation des élus. Pourquoi ?**

Nous avons observé que, depuis une dizaine d'années, le RN a mis en place une stratégie de formation de ses cadres pour consolider sa prise de pouvoir. Nous prenons avec gravité la mise au jour par *l'Humanité* du projet Périclès et de ses objectifs politiques locaux. La stratégie



de Pierre-Edouard Stérin est pensée et organisée pour prendre le pouvoir dans les municipalités en 2026. Le RN, par ses scores électoraux élevés, offre des opportunités de carrière jamais connues auparavant par ce parti d'extrême droite. Il a besoin d'un personnel politique capable de s'emparer de communes. Leur objectif de 1 000 municipalités est élevé, alors qu'aujourd'hui ce nombre se compte sur les doigts d'une main. L'ambition de Périclès va demander un saut quantitatif, mais surtout qualitatif pour l'extrême droite, ce qui passe par la formation de ses cadres. Nous sommes, en tant qu'élus locaux, dans une séquence préélectorale. Les municipales de 2026 avaient déjà un caractère particulier, parce qu'elles précèdent la présidentielle de 2027. Mais dans un contexte post-dissolution, elles revêtent une autre urgence, alors que le RN a été majoritaire dans une grande partie des villes de France. C'est ce qui nous a fait réagir.

**Pourquoi insister sur la formation des élus de votre camp, qui gère déjà nombre de collectivités ?**

Le droit à la formation des élus a été arraché par les communistes. Il reste une arme importante pour acquérir le pouvoir et le maintenir à l'échelle locale. Le lien est évident entre la normalisation du RN et la stratégie de prise du pouvoir à l'échelle locale. Nos concitoyens ont besoin de gens qui, techniquement, savent gérer des villes. Souvent, on dit que l'étiquette du maire n'a pas d'importance s'il gère bien les affaires. Je ne suis pas d'accord. Former des militants politiques d'extrême droite à la prise de pouvoir dans les communes est un danger pour notre démocratie. Les politiques qu'ils mettront en œuvre seront profondément libérales, xénophobes et racistes. Ils ont déjà des villes comme Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) ou Perpignan (Pyrénées-Orientales), qui font office de laboratoires de la normalisation. Ils y chassent des associations de solidarité, telles que le Secours populaire, tout en cultivant la bienséance. Cela doit alerter les forces politiques qui composent le Nouveau Front populaire (NFP). Par ailleurs, nous ne sommes pas à l'abri d'une nouvelle dissolution en 2025. À nous, forces progressistes, de penser dès à présent l'étape des municipales, qui interviendront avant la présidentielle, pour travailler aux unions, aux coalitions de projets, avec des objectifs de conquête et de reconquête, avec les besoins des Français comme horizon. En 2027, une nouvelle ère s'ouvrira. Soit elle sera fasciste et nos villes seront des hauts lieux de résistance. Soit nous gagnons la présidentielle et nous devrons redonner du pouvoir d'agir aux communes. Le NFP a tout intérêt à inventer un nouveau projet de décentralisation, comme nous y travaillons au sein de la Coop.

**Le projet Périclès, au-delà de la formation des élus, relève d'une bataille culturelle, idéologique. Comment les élus locaux peuvent-ils prendre part à ce combat ?**

Dans ma commune, la droite républicaine a refusé de prendre part au front républicain pour les législatives. Tout est enjeu de débat au sein d'un conseil municipal, y compris avec les droites. L'hégémonie de l'extrême droite entraîne des élus de droite. À Grigny, par exemple, le petit-déjeuner gratuit dans les écoles pose un problème à la droite locale qui le taxe d'assistanat. Le Pass'sport, qui renforce celui de l'État dans la ville la plus pauvre de France, est décrié par l'opposition. Cette dérive vers l'extrême droite est sensible jusqu'au sein de l'Association des maires de France, dont le président, David Lisnard, dérape parfois. Paradoxalement, dans certaines villes, le communisme municipal arrive à résister, alors que le RN balaie tout aux élections nationales. Les élections de 2026 vont faire des municipalités le lieu de cet affrontement. Ce sera projet contre projet. C'est la raison pour laquelle nous appelons aussi à des échanges rapides entre les forces du NFP. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR DIEGO CHAUVET

# Cazeneuve, Bouamrane... L'aile droite du PS veut torpiller le NFP

**GAUCHE** Alors qu'Emmanuel Macron doit nommer un premier ministre, plusieurs noms circulent, dont ceux de deux socialistes sociaux-libéraux. Une hypothèse qui divise le parti à la rose et inquiète les autres formations du Nouveau Front populaire.

**P**our fracturer, il faut d'abord fissurer. Voilà le plan que le camp présidentiel compte imposer à la gauche en faisant fuiter, comme potentiels premiers ministrables, les noms de Bernard Cazeneuve et de Karim Bouamrane, respectivement ex-premier ministre de François Hollande et maire socialiste de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), jusqu'ici inconnu du grand public. Une fissure qui s'agrandit avec la polémique sur la proposition de destitution d'Emmanuel Macron portée par les Insoumis. Suffisant pour que l'aile droite du PS, criant au scandale, s'y engouffre.

À deux jours d'une rencontre entre le chef de l'État et le Nouveau Front populaire (NFP), les sociaux-démocrates tentent d'avancer leurs pions, au détriment de Lucie Castets, candidate commune de la coalition. L'idée d'un « compromis » avec les bancs macronistes fait son chemin en l'absence de majorité absolue au Palais Bourbon.

Et qui de mieux que Bernard Cazeneuve et Karim Bouamrane, tous deux Macron-compatibles et notoirement anti-insoumis, pour ouvrir une brèche à gauche ? Depuis des mois, les

deux socialistes sont déjà des alliés de circonstance du président de la République. Le premier disait, à la veille du premier tour des législatives, que « jamais dans son histoire, même au moment du Front populaire, nous n'avons vu la gauche s'allier avec l'extrême gauche ». Et le second cinglait, en plein week-end du 15 août dans le *Figaro magazine* : « Comment sort-on de ce borborygme ? Comment voulez-vous arriver à un compromis quand la base d'un accord n'existe pas ? »

**HOSTILES À L'ALLIANCE DEPUIS LE DÉBUT**

L'hypothèse divise au sein du Parti socialiste, tiraillé entre sa fidélité à l'alliance de gauche et son envie de gouverner. « Ce sont toujours les mêmes socialistes, avec leur positionnement hostile à Olivier Faure, et qui nous appellent aujourd'hui à nous unir avec un gouvernement que nous n'avons cessé de combattre », grince Dieynaba Diop, députée proche d'Olivier Faure. Dans son viseur, les opposants au premier secrétaire du PS Hélène Geoffroy et Nicolas Mayer-Rossignol, lesquels réclament la tenue d'un bureau national pour débattre de l'union avec la FI après sa tribune appelant à la destitution

d'Emmanuel Macron. « La direction devrait ouvrir les yeux : nous sommes un certain nombre à préférer Cazeneuve à Castets, siffle une cadre anti-Faure. La seule solution réside dans un profil qui pourrait correspondre aux autres groupes sans susciter de réactions épidermiques. »

Le parti à la rose peine à trouver son équilibre, empêtré dans les dissensions entre ses différentes tendances. D'où la tentative de déstabilisation tentée par le chef de l'État, « avec des noms balancés pour amuser la galerie qui n'ont aucune chance d'advenir », fustige le député Arthur Delaporte. La preuve en est : « Ni l'un ni l'autre n'ont reçu d'appel et ne sont en mesure de former une majorité aussi solide que celle du NFP. »

De toute façon, le reste du NFP refuse déjà un bis repetita du quinquennat Hollande. Insoumis, communistes et écologistes rejettent les deux hypothèses, à l'instar du sénateur PCF Ian Brossat : « Si Macron s'aventurait à envoyer un socialiste en rupture de ban à Matignon, celui-ci lui devra tout et appliquera sa politique. Or, le peuple de gauche a exprimé sa volonté de tourner la page de la politique libérale au-delà du septennat Macron. » ■

LISA GUILLEMIN



Bernard Cazeneuve, en septembre 2023, à Pontault-Combault (Seine-et-Marne). NICOLAS MESSIASZ/SIPA



EN LUTTE

**LA HAGUE : FIN DE MOBILISATION**

La lutte des salariés de l'usine de traitement nucléaire d'Orano à La Hague (Manche), en grève pour dénoncer des dysfonctionnements, a pris fin lundi 19 août. Ils exigeaient une amélioration de la qualité de vie au travail.

**COLÈRE CHEZ STELLANTIS**

Le syndicat américain UAW menace le géant de l'automobile d'une grève pour non-respect de ses engagements. Des dizaines de milliers de travailleurs pourraient manifester contre Stellantis, qui s'était engagé à construire une nouvelle usine de batteries.

**LYCÉE PROFESSIONNEL EN GRÈVE**

À l'appel de la CGT Éduc'action 29 et du Snuep-FSU 29, les enseignants de Roz-Glas à Quimperlé (Finistère) seront en grève le lundi 2 septembre. Ils dénoncent « la perte de plus de trente heures de dotation horaire globale », qui fragilise leurs conditions de travail.

# Pour le patronat, pas touche au flouse

**GOUVERNEMENT**

Après s'être murées dans le silence face au risque RN, les organisations de chefs d'entreprise mettent la pression sur l'Élysée pour maintenir une politique économique toujours plus libérale.

**V**endredi 23 août, Emmanuel Macron recevra les chefs de parti et de groupes de députés du Nouveau Front populaire (NFP). La gauche parlementaire demandera une nouvelle fois au chef de l'État la nomination de Lucie Castets comme première ministre. Mais, ce même jour, l'Insee doit publier sa note d'indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel. La précédente, réalisée durant les législatives anticipées, montrait une défiance des chefs d'entreprise : en chute de 5 points depuis ces dernières, le climat des affaires était en juillet à son plus bas niveau depuis février 2021, au cœur de la crise Covid. François Asselin, de la Confédération des petites et moyennes entreprises, expliquait alors que la France pourrait perdre un troisième trimestre de croissance.

« Ne pas prendre en compte les réalités économiques dans les prochains arbitrages politiques serait coupable », prévenait dès dimanche, sur LinkedIn, Patrick

Martin, le président du Medef, alors que l'incertitude plane sur le futur locataire de Matignon, sans majorité à l'Assemblée nationale. Silencieux face au risque RN, le responsable patronal a depuis multiplié les sorties contre l'alliance de gauche. Dès le lendemain du second

tour, il clamait dans *les Échos* : « Le programme du Nouveau Front populaire serait fatal pour l'économie. »

L'abrogation de la réforme des retraites, voulue par les syndicats et une écrasante majorité des actifs ? « Un signal terrible à l'égard des marchés financiers, mais



Paris, le 18 janvier. Le président du Medef, Patrick Martin, reçu à Matignon. RAPHAËL LAFARGUE/ABACAPRESS.COM



surtout pour la pérennité de notre système par répartition », poursuivait Patrick Martin. Ajoutant, non sans honte, qu'il « est quand même extraordinaire que l'on parle de réforme des retraites depuis maintenant quarante-trois ans, à la suite d'une décision totalement inappropriée de retraite à 60 ans en 1981 ».

Michel Picon est allé plus loin en dressant, au micro de RMC, lundi 19 août, le portrait-robot, selon lui, d'un futur premier ministre. Déplorant « le Festival de Cannes des nominations », le président de l'Union des entreprises de proximité plaide pour un « patron reconnu » et réputé « social ». Ajoutant, lui aussi, un nom dans le débat public : Jean-Dominique Senard, ex de Michelin, à la tête du constructeur automobile Renault.

Le responsable de la troisième organisation patronale a également cité le profil de Sophie Thiéry (CFDT), présidente de la commission travail-emploi du Conseil économique, social et environnemental. La cédétiste avait rendu, courant 2023, un rapport coécrit avec Jean-Dominique Senard issu des assises du travail et adressé à l'ex-ministre du Travail Olivier Dussopt, « qui nous inspire tous sur un certain nombre d'orientations dans la qualité de vie au travail, pour remettre le travail au centre des préoccupations du pays », a insisté Michel Picon.

#### **BRUNO LE MAIRE PRÉVOIT 5 MILLIARDS D'EUROS DE COUPES SUR LE FUTUR BUDGET**

Patrick Martin, lui, se réserve bien d'avancer un nom pour Matignon. Mais, dans son poste LinkedIn, le président du Medef prévenait que « rien de durable et solide ne se ferait en matière de pouvoir d'achat, d'emploi, de formation, d'inclusion, de compétitivité, d'innovation, d'équilibre de nos régimes sociaux ou de transition écologique si nos entreprises ne sont pas robustes et si la France ne continue pas à travailler son attractivité ». Comprendre : aucune inflexion sur les politiques économiques favorables au capital. « Je n'oublie pas que c'est un gouvernement de gauche qui a engagé le virage de la politique de l'offre il y a neuf ans. Mais le projet que le Nouveau Front populaire pousse en bloc, c'est l'inverse. Il fait complètement abstraction des contraintes budgétaires et de la compétition internationale », affirmait-il dans le même entretien aux Échos.

Le Medef se retrouve sans surprise dans les pas d'Emmanuel Macron, qui, selon l'Opinion, exigera du futur chef du gouvernement le maintien de la politique économique et sociale menée depuis sept ans, y compris sur les retraites. C'est dans ce contexte d'incertitude politique que se tiendra l'université d'été du Medef, les 26 et 27 août. Si aucun ministre du gouvernement démissionnaire n'est programmé, Bruno Le Maire s'attelle à rassurer les marchés financiers.

Alors que la France est sous le coup d'une procédure européenne pour déficit excessif, le futur exécutif devra envoyer à Bruxelles son plan de réduction de la dette courant septembre. Ce dernier était de 5,5 % en 2023, alors que Bercy a pour objectif de repasser sous les 3 % d'ici à 2027. Selon le Figaro, le ministre démissionnaire de l'Économie et des finances, Bruno Le Maire prévoit 5 milliards d'euros de coupes sur le futur budget quand Gabriel Attal table vers une reconduction des dépenses à l'identique, excluant pour l'heure toute conditionnalité des aides publiques versées aux entreprises. ■

NAÏM SAKHI

**« C'est un gouvernement de gauche qui a engagé le virage de la politique de l'offre il y a neuf ans. Le projet du NFP, c'est l'inverse. »**

PATRICK MARTIN,  
PRÉSIDENT DU MEDEF



## Depuis l'incursion ukrainienne, le prix du gaz s'envole en Europe

**ÉNERGIE** L'offensive de Kiev, le 6 août, sur la région russe de Koursk a affolé les marchés de l'énergie. L'occupation de Soudja, point de connexion dans les flux de gaz transitant de la Russie à l'Europe via l'Ukraine, a fait gonfler les prix de 12 % depuis le début du mois.

**L**entement mais sûrement, le conflit en Ukraine continue de gonfler le prix du gaz en Europe. Depuis le 6 août, la vaste offensive ukrainienne, qui a permis à Kiev de s'emparer de nombreuses localités dans la région russe de Koursk, fait trembler les marchés. Le 12 août, les prix de gros du gaz ont atteint leur plus haut niveau depuis décembre, soit 42,60 euros le mégawattheure (MWh) à l'indice TTF de Rotterdam, qui fixe la tarification pour l'ensemble du marché européen. Actuellement à 40 euros/MWh, le prix s'est envolé d'environ 12 % depuis le début du mois, confirmant la tendance.

Loin de l'explosion des prix, qui tutoyait au début de la guerre, en 2022, les 250 euros/MWh, ou encore les 48 euros/MWh en octobre 2023, cette soudaine augmentation s'explique par l'appréhension des spéculateurs quant à l'avenir du gazoduc reliant la Russie à l'Europe de l'Est, en passant par l'Ukraine. Selon l'économiste de l'énergie Jacques Percebois, « Ces inquiétudes se sont alourdies ces derniers jours à cause de l'intensification des combats dans la région de Koursk », où

la riposte russe se poursuit pour reprendre le contrôle des 1250 kilomètres carrés et 92 localités désormais revendiqués par Kiev.

En prenant d'assaut la petite ville de Soudja, l'armée jaune et bleu a ainsi mis la main sur une installation gazière cruciale : il s'agit de l'un des points névralgiques du réseau acheminant encore du gaz russe vers l'Europe par l'Ukraine. Il s'étend jusqu'à la Slovaquie et transporte le gaz vers la République tchèque, à destination de clients tels que l'Autriche ou la Hongrie.

#### **UN IMPACT DÈS L'AUTOMNE SUR LES FACTURES**

Depuis le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 vers l'Allemagne, en septembre 2022, et la fermeture du pipeline Yamal-Europe transitant par la Pologne en mai 2022, ce tuyau est l'une des seules sources d'approvisionnement directe de gaz russe des États membres, avec le Turkish Stream qui relie, lui, la Russie à la Turquie sous la mer Noire pour approvisionner la Bulgarie et la Serbie.

La prise de la station de Soudja, dont l'avenir reste pour l'heure totalement inconnu, n'est pas le seul point d'incertitude qui déstabilise

le cours du gaz. L'accord intergouvernemental de transit signé en 2019 entre la société nationale de gaz naturel de l'Ukraine et l'entreprise énergétique Gazprom, qui court jusqu'en décembre 2024, pourrait également ne pas être renouvelé, comme l'ont formulé les deux camps. Cet accord permettait jusqu'à présent de maintenir la stabilité des flux à travers l'Ukraine, mais « son non-renouvellement pourrait décupler la volatilité des prix du gaz en Europe dans les mois à venir », note Jacques Percebois.

C'est pourquoi l'incursion pourrait avoir un impact dès l'automne sur les factures des Français, alors qu'elles se sont déjà alourdies de 12 % au 1<sup>er</sup> juillet, en vertu des recommandations de la Commission de régulation de l'énergie. L'économiste relativise : la quantité de gaz russe fournie aux États membres ne représentait fin 2023 que 8 % des importations via gazoduc (14 % avec le gaz naturel liquéfié), contre 40 % en 2021. Si ce chiffre semble dérisoire, certains pays restent fortement dépendants de l'hydrocarbure russe, à l'instar de l'Autriche, qui importe 98 % de son gaz de Russie. ■

PAULINE ACHARD



# Après quinze jours, les buts troubles de l'offensive sur Kursk

**GUERRE** Depuis l'incursion ukrainienne le 6 août en territoire russe, les doutes demeurent sur l'impact de cette initiative surprise. Les premiers succès n'ont pas desserré l'étau dans le Donbass, où l'armée de Vladimir Poutine a conquis la ville de Niou-lork et menace Pokrovsk.

**D**epuis quinze jours, la Russie a subi une incursion de l'armée ukrainienne dans la région de Kursk. Au total, les forces, parties de l'oblast de Soumy, au nord-est de l'Ukraine, le 6 août pourraient avoisiner les 40 000 hommes. Aujourd'hui, Kiev affirme avoir pris 1 200 kilomètres carrés et près d'une centaine de localités. L'objectif d'étendre le conflit sur « le territoire de l'agresseur » et de créer une « zone tampon » est en partie rempli. La prise de territoires russes « vise à protéger nos communautés frontalières des bombardements hostiles quotidiens », s'est justifié le ministre ukrainien de l'Intérieur, Igor Klymenko. Ces derniers jours, la destruction de trois ponts entre le sud de la rivière Seïm et le côté russe de la frontière confirme cette volonté de Kiev de réduire les possibilités de renfort pour les contingents russes et d'empêcher l'envoi de troupes vers l'Ukraine. Le but est de « détruire la logistique de l'armée russe et la vider de ses réserves », a expliqué le gouvernement ukrainien.

Face aux grignotages de l'armée russe dans le Donbass, les Ukrainiens ont voulu démontrer qu'ils avaient encore la possibilité de déclencher des opérations et des initiatives. Dans sa note hebdomadaire, le général Olivier Kempf, directeur du cabinet de synthèse stratégique La Vigie, pointe : « C'est le moment ou jamais de faire diversion ou, plus exactement, d'utiliser une stratégie indirecte. De poser un problème nouveau à l'ennemi. D'y consacrer des forces, quand on en dispose encore, plutôt que de laisser croire à l'inéluctable, comme cela s'installait dans les esprits depuis quelques mois. Ça ne permettra pas de gagner, mais peut-être, temporairement, cela évitera de perdre. »

Dans le même temps, Kiev s'efforce de trouver un équilibre entre cette incursion coûteuse en moyens humains et militaires et la défense du Donbass, notamment la région de Donetsk. L'armée russe aurait conquis, ce mardi,

l'une des plus grandes localités de l'agglomération de Toretsk : Niou-lork. Ce gain territorial marque une progression régulière dans cette partie de l'Ukraine. L'inquiétude porte désormais sur la ville de Toretsk, à quelques kilomètres (30 000 habitants avant la guerre), et sur Pokrovsk, sous la menace désormais de l'artillerie russe. Si ces villes venaient à tomber, des nœuds stratégiques permettant l'accès à des connexions routières et ferroviaires pour Dnipro, Kramatorsk et Sloviansk tomberaient. « Ses prises diminueraient largement les territoires de l'oblast de Donetsk encore aux mains des Ukrainiens. L'objectif final pourrait être de prendre Kramatorsk, ce qui explique la volonté de maintenir les opérations malgré Kursk, pour Moscou », analyse une source diplomatique en Russie.

## ZELENSKY ENTEND PESER AVANT UN CONTEXTE INTERNATIONAL MOINS FAVORABLE

Face à cette difficulté de manœuvrer entre les deux fronts (Soumy-Kursk et le Donbass), Volodymyr Zelensky a réitéré sa demande aux Occidentaux de l'autoriser à frapper le territoire russe avec des armes à longue portée. « L'Ukraine ne peut arrêter l'avancée de l'armée russe sur le front que par une seule décision que nous attendons de nos partenaires : la décision sur les capacités à longue portée », a réclamé lundi le président ukrainien. L'incursion en territoire russe a encore repoussé les lignes rouges. L'utilisation d'armes occidentales dans le succès de l'opération (missiles Himars, véhicule blindé Stryker et Challenger, drones) a été confirmée.

Après l'arrivée d'avions F-16, les capitales occidentales sont-elles prêtes à franchir une étape supplémentaire dans l'engrenage ? Les doutes sont permis. Car de telles frappes sur le sol russe en feraient des parties cobelligérantes. La réponse de Moscou face à cette nouvelle étape inquiète. « Mobilisation générale, missiles stratégiques, répercussions diplomatiques... les contre-mesures peuvent

être nombreuses. On est davantage dans une volonté de sortie de cette guerre et de négociations que de franchir un cap supplémentaire », juge ce même diplomate. Les autorités russes se sont à chaque fois adaptées aux nouvelles décisions en faisant le pari de la supériorité humaine et de production militaire.

L'autre analyse serait que Zelensky entend peser avant un contexte international qui lui soit moins favorable entre l'élection américaine, la lassitude des chancelleries occidentales et les problèmes économiques (voir ci-contre).

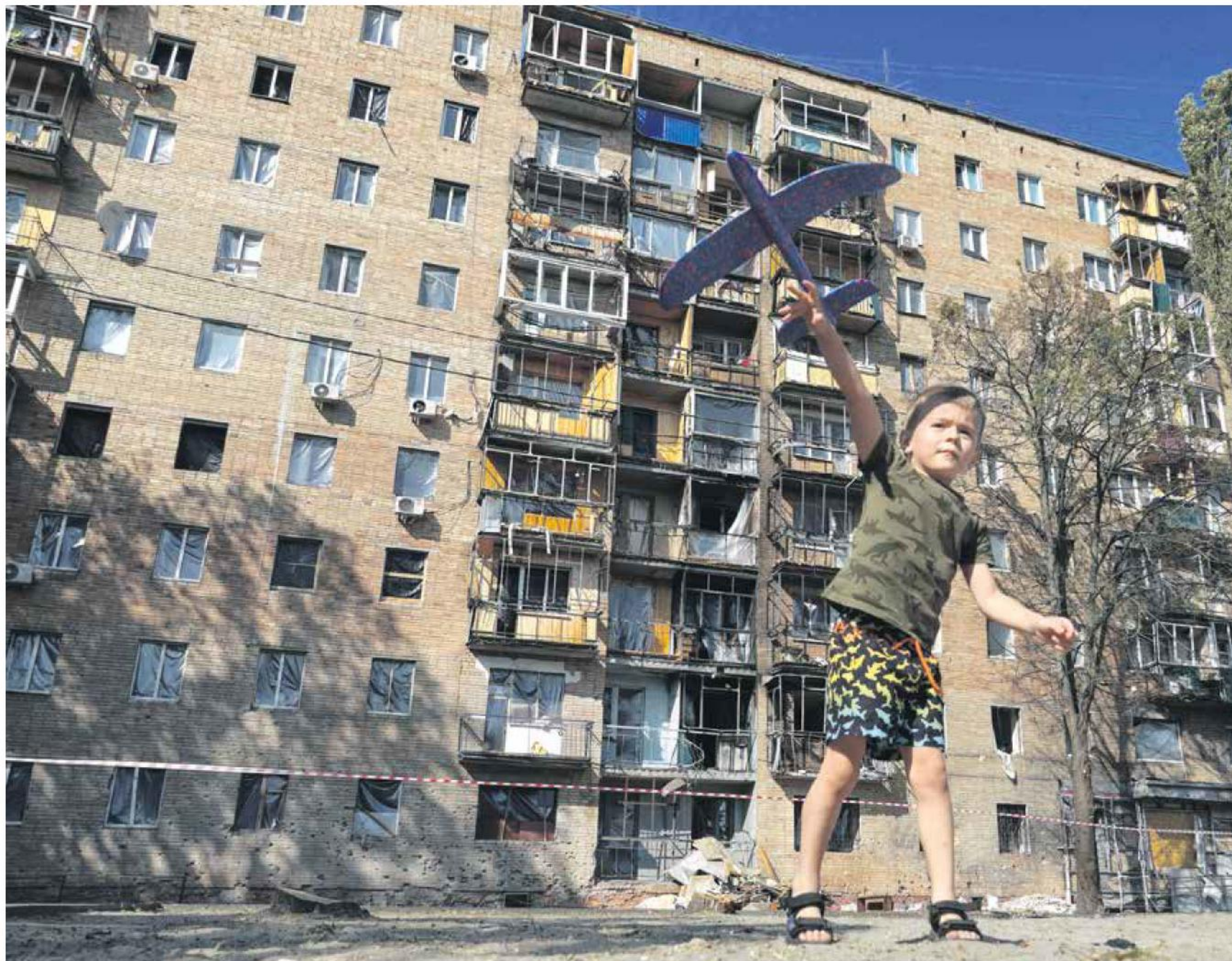
## EN RUSSIE, LA POPULATION ALTERNE ENTRE LASSITUDE, INQUIÉTUDE ET COLÈRE

Sur le long terme, l'armée ukrainienne apparaît en difficulté pour tenir ses positions en Russie. La question est : combien de temps vont-ils pouvoir progresser et stabiliser les gains obtenus (territoriaux et prisonniers) pour en faire des garanties dans de futurs pourparlers. Si un certain nombre de localités demeurent aux mains de l'Ukraine, ce sera une victoire stratégique. Est-ce que Moscou sera prêt à négocier ? Vladimir Poutine, ses services de renseignement et l'armée sont pointés du doigt dans cet échec. L'opinion russe alterne entre lassitude, inquiétude et colère. L'institut de sondage russe FOM note que le sentiment d'angoisse a augmenté de 6 points en l'espace d'une semaine. Sur place, les habitants de Kursk sont partagés entre fatalité, colère et ignorance. Le récit du journal russe *Novaïa Gazeta* est explicite. « Je ne comprends pas pourquoi ils n'ont pas installé des abris ici. À Belgorod, tous les 100 mètres, il y a des cabanes en béton où l'on peut se cacher. Pourquoi ? » raconte un homme d'une soixantaine d'années réfugié dans une cave.

Au total, une vingtaine de civils auraient trouvé la mort alors que de nombreux habitants évoquent la centrale nucléaire de Kursk comme un des objectifs de l'armée ukrainienne. La réponse des autorités russes a été de ne pas lancer une mobilisation générale fortement impopulaire ou de déclarer officiellement la guerre à l'Ukraine. Vladimir Poutine n'entend pas réagir et négocier dans une mauvaise position. Une première réponse des autorités a été donnée lundi, via le conseiller diplomatique du président russe, Iouri Ouchakov « À ce stade, compte tenu de cette aventure, nous ne discuterons pas. » En précisant « à ce stade » et « pour l'instant », cela traduit que les pourparlers ne sont pas exclus. La visite du premier ministre chinois Li Qiang, actuellement en Russie, n'est pas anodine. Pékin et le Brésil ont proposé des négociations pour la paix et une rencontre incluant Moscou et Kiev. ■

VADIM KAMENKA





Au total, dans la région de Kursk, une vingtaine de civils auraient trouvé la mort. Ici, le 18 août un bâtiment endommagé par une frappe ukrainienne.  
STRINGER/EPA-EFE/MAXPPP

## La coalition Scholz tangue sur l'aide à Kiev

À quelques semaines d'élections cruciales, Berlin prévoit de réduire de moitié son aide à l'Ukraine l'an prochain. Résolument militaristes, les Verts s'y opposent.

**L**a perspective d'une division par deux de l'aide militaire à l'Ukraine a rouvert un vif débat outre-Rhin. Alors même que le Bundestag, le parlement allemand, n'a pas repris ses travaux, le projet de budget 2025 expose de nouveau au grand jour les divisions qui parcourent la coalition « feu tricolore » (Ampel) du chancelier Olaf Scholz vis-à-vis du soutien à Kiev. L'Allemagne demeure le deuxième fournisseur d'armes à l'Ukraine après les États-Unis, qui montrent eux aussi des signes de lassitude quant au financement de cette guerre. Mais, à quelques semaines d'élections cruciales, Berlin prévoit de

réduire le budget dédié de 8 milliards d'euros en 2024 à 4 milliards en 2025 puis 3 milliards en 2026. En Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg, l'extrême droite (AfD), les chrétiens-démocrates (CDU) et la gauche conservatrice (BSW de Sahra Wagenknecht) font la course en tête. L'AfD et le BSW sont particulièrement critiques quant à l'aide à l'Ukraine.

L'annonce, qui intervient en pleine offensive ukrainienne dans l'oblast russe de Kursk, consacre la primauté du « frein à l'endettement », inscrit dans la Loi fondamentale en 2009, sur la stratégie prônée par le ministre de la Défense, Boris Pistorius, membre du Parti social-démocrate (SPD). Au printemps, ce dernier demandait une rallonge de 3,8 milliards d'euros afin de dépêcher un système de défense antiaérien Iris-T, des munitions et des drones en Ukraine. Une

perspective à laquelle s'est opposé le ministre libéral-démocrate des Finances, Christian Lindner (FDP), dans un courrier adressé à ses homologues de la Défense et des Affaires étrangères, l'écologiste Annalena Baerbock.

### UN « ENCOURAGEMENT » POUR POUTINE

En réaction, 200 membres des Verts interpellent leur comité directeur fédéral, des membres du cabinet du parti et du groupe parlementaire dans une lettre ouverte afin de s'émouvoir du fait « que le frein à l'endettement allemand est plus important que la vie et la survie d'une nation européenne attaquée ». « Il semble une fois de plus que les élections régionales aient plus d'importance que les obligations internationales de l'Allemagne », écrivent-ils en outre, avant de déplorer le message envoyé à

Moscou : « Nous signalons ainsi au Kremlin que l'Ukraine n'est pas une priorité stratégique pour nous. Poutine ne peut lire cela que comme un encouragement. » De quoi sonner le glas de la majorité pour le chef des Verts, Omid Nouripour, qui voit désormais l'Ampel comme une « coalition de transition ».

Le gouvernement suggère dorénavant d'alimenter le soutien à l'Ukraine grâce aux intérêts générés par le gel des fonds de la Banque centrale russe en Union européenne. Un projet déjà esquissé lors du dernier sommet du G7 en juin, mais dont l'application reste aléatoire. En clair, l'Ukraine devrait souscrire un énième crédit de 50 milliards afin de financer elle-même sa défense. Reste à savoir si le pays sera solvable une fois la guerre achevée. S'il ne l'est pas, les créanciers pourraient exiger des mesures néolibérales, l'accaparement des terres et des ressources pour voir la dette honorée. ■

LINA SANKARI

**L'Allemagne est le deuxième fournisseur d'armes à l'Ukraine après les États-Unis.**





Paris, le 9 août. La joie des frères Lebrun et de Simon Gauzy après l'obtention du bronze par équipes aux JO. WIKUS DE WET/AFP

# Le « ping » veut prendre la balle au bond

**TENNIS DE TABLE** Après les succès aux Jeux de Paris 2024, symbolisés par les frères Lebrun, la Fédération française se prépare à un raz-de-marée de nouveaux licenciés.

**L**a hausse était attendue. Restait à déterminer l'ampleur du phénomène. Avec les exploits de Félix Lebrun (17 ans), médaillé de bronze en simple aux jeux Olympiques de Paris 2024, ainsi que celui réalisé en équipe avec son frère Alexis et Simon Gauzy, une première dans l'histoire des pongistes tricolores, la Fédération française de tennis de table (FFTT) s'attend à un raz-de-marée en termes de nouveaux licenciés à la rentrée. « Rien que dans les jours qui ont suivi, on a déjà commencé à recevoir des demandes d'inscription pour l'année à venir », nous explique, enthousiaste, Gilles Erb, président de la FFTT, dont la discipline a bénéficié d'un éclairage médiatique inédit.

Le « ping » français était déjà sur une bonne lancée avec ses nouvelles stars de la petite raquette, emmenées par les frères Lebrun et leur niveau de jeu stratosphérique qui leur a permis progressivement de rivaliser avec les meilleurs pongistes mondiaux, mais aussi grâce à des graines de champion qui commencent à surgir, à l'image de Nina Guo Zheng ou de Flavien Coton. En plein renouveau, le tennis de table est passé de 211 000 licenciés en 2022 à environ 228 000 en 2023, soit un gain de 17 000 nouveaux venus.

Cette fois, sans pouvoir donner d'estimation précise, la fédération s'attend à l'arrivée de 30 000 pongistes supplémentaires. Un défi pour la discipline, dont les infrastructures et les clubs ne sont pas suffisamment préparés au raz-de-marée

qui s'annonce, même si Gilles Erb, ancien professeur agrégé d'EPS, se veut confiant. « Après la vague de l'année dernière et les JO qui arrivaient, on s'attendait évidemment à une hausse des licenciés, tempère-t-il. En réalité, ça fait un an que l'on prépare la rentrée 2024. »

## LE DÉVELOPPEMENT DES TABLES EN EXTÉRIEUR

Cette anticipation s'est traduite par une refonte du modèle d'enseignement. Plus question de 24 personnes par créneau et seulement deux par tables, comme c'était le cas jusqu'à présent. De nouveaux exercices seront mis en place pour entraîner plus de monde en même temps. Et pour s'assurer de ne pas priver de temps de jeu qui que ce soit, les encadrants ont bénéficié d'une

nouvelle formation, assortie d'un certificat de qualification professionnelle, le tout doublé d'une vague de recrutement à hauteur de plusieurs centaines de personnes à travers l'Hexagone.

Des difficultés perdurent néanmoins, au niveau des infrastructures dans les 3150 clubs de tennis de table. « On ne peut pas pousser les murs, concède Gilles Erb, et les salles ne peuvent pas accueillir un nombre

**« En France, les installations sont assez vieillottes, elles datent des années 1960. »**

GILLES ERB, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TENNIS DE TABLE

illimité de personnes, ni entreposer tout le nouveau matériel. » Pour contourner le problème, la FFTT mise sur le développement des tables en extérieur, grâce à des partenariats avec les communes.

C'est le cas à Moirans, en Isère, où le club CITT a permis l'installation de huit de ces tables. « C'est une bonne chose, parce que les tables sont en libre accès la plupart du temps, alors ça permet de donner envie aux gens de jouer et de créer du lien social », explique Florence Brault, directrice du club.

## LA RENTRÉE 2024 FAIT ÉGALEMENT PLACE À L'INCLUSION

Pour absorber cet afflux de néopongistes, les clubs vont devoir faire face à des difficultés auxquelles le tennis de table se heurte depuis de nombreuses années. « En France, on manque d'installations et celles qu'on a sont assez vieillottes, car elles datent des années 1960 pour la plupart, souligne Gilles Erb. On a peu de moyens pour moderniser tout ça, pour des raisons de budget, mais aussi parce qu'on se retrouve souvent bloqués en raison de complexités administratives. » Le président plaide pour une plus grande participation de l'État et des collectivités territoriales sur la question sportive, d'autant que la FFTT se donne du mal pour rendre la pratique sociale et solidaire.

La planification de la rentrée 2024 ne se résume pas à l'achat de tables supplémentaires, mais fait aussi place à l'inclusion. « Beaucoup de branches restent à développer, que ce soit le handisport, les tables en extérieur, la pratique féminine ou simplement la pérennité des clubs », pointe le dirigeant. L'exemple du club Plescop, dans le Morbihan, est révélateur du dépoussiérage que la FFTT a commencé depuis trois ans. « Nous avons divisé le club en plusieurs pôles (formation, compétition, handicap, sport loisir, santé), qui sont autant de facettes à développer, indique son président, Jérôme Gauvrit. À commencer par le parasport, puisque nous avons un partenariat avec un institut médico-éducatif pour permettre aux jeunes en situation de handicap de découvrir notre discipline. » ■

PIERRE RODRIGUE



## SHAKA PONK La radicalité explosive

**PORTRAIT** Le groupe de rock alternatif a choisi la Fête de l'Humanité pour clôturer sa tournée d'adieu Final Fucked up Tour. Plus question d'entretenir une activité aussi polluante, soutiennent les six artistes.

**À** l'occasion de sa 89<sup>e</sup> édition, la Fête aura le privilège de recevoir les membres du groupe Shaka Ponk. Une prestation d'autant plus exceptionnelle que leur tournée, Final Fucked up Tour, sera leur dernière. Plus question pour le groupe de rock alternatif, par ailleurs soutien du Nouveau Front populaire, d'entretenir une activité aussi polluante : une décision motivée par leur refus d'un décalage entre leurs textes et leurs actes. Ce choix décisif a dû être fait par le vote, comme à chaque fois au sein du groupe. En cas d'égalité, la victoire se joue à pierre-feuille-ciseaux. Pas de doute : après plus de vingt ans d'existence, Shaka Ponk a su préserver sa radicalité originelle.

Des paroles en anglais, espagnol, français, qui côtoient des sonorités électro, rock, funk, des guitares apocalyptiques et des mélodies euphoriques. La proposition artistique de Shaka Ponk est singulière. Jusqu'à sa mascotte, Goz, singe anticapitaliste qui explique à l'humain à quel point il détruit tout ce qu'il touche pour briller. Une manière de dénoncer la catastrophe climatique en cours.



À l'origine, les six membres du groupe n'étaient que des comparses participant à des soirées hippies où chacun était invité à venir avec une poterie, un poème ou bien une chanson. Au fil des années, la bande d'amis est devenue groupe de musique, avant d'enchaîner les albums.

**Des sonorités électro, rock, funk, des guitares apocalyptiques et des mélodies euphoriques.**

Leurs excellents titres *I'm Picky* ou *My Name is Stain*, issus de *The Geeks and the Jerkin' Socks* (2011), rencontrent un immense succès.

Le spectacle explosif qui accompagne l'album est d'ailleurs gratifié, en 2013, d'une Victoire de la musique de la tournée de l'année. De manière générale, leurs prestations scéniques sont largement saluées. Après une vingtaine d'années d'existence et huit albums, Shaka Ponk est finalement devenu incontournable. ■

**CLÉMENTINE EVENO**

Repartir en tournée ou sauver la planète : CC, Mandris, Ion, Steve, Sam et Frah (de haut en bas) ont voté.



**LA FÊTE DE L'HUMANITÉ**

**13 • 14 • 15 Sept 2024**

**OFFRE SPÉCIALE LECTEURS ET LECTRICES DE L'HUMANITÉ**

**PASS 3 JOURS À 45€**

## BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile ☐

Pass 3 jours x 45 € =

€ (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal L'Humanité ») à : L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

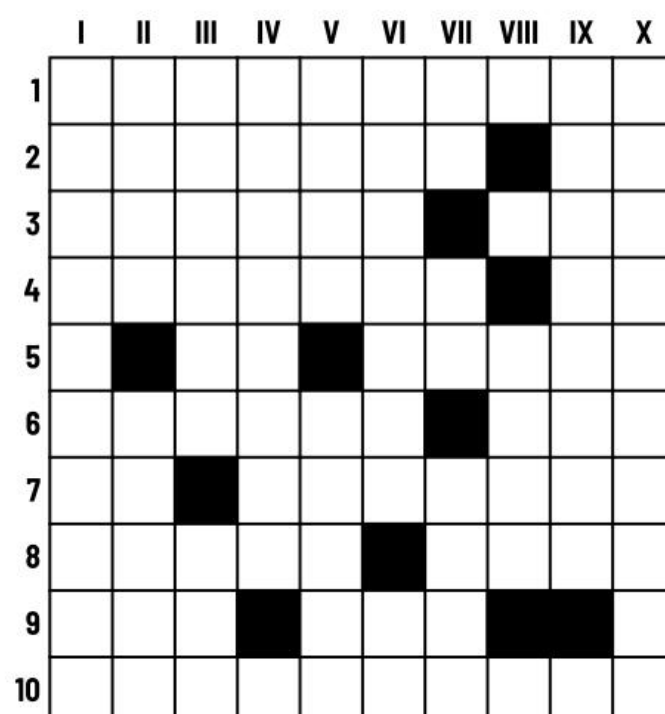


RETROUVEZ L'HUMANITÉ  
SUR INTERNETReportages, analyses,  
entretiens, chroniques,  
vidéos, directs...Toute notre actualité  
à portée de clic.

➤ www.humanite.fr

➤ facebook.com/  
humanite.fr➤ twitter.com/  
humanite\_fr➤ linkedin.com/  
company/lhumanite➤ Compte lhumanitefr  
sur Instagram

## MOTS CROISÉS N° 24 009 par Martial Dubois



## HORIZONTALEMENT

1. Assuré social qui perçoit des prestations d'une autre caisse. 2. Absence de salive. Argon. 3. Ne pas aller plus loin. Mère de Caïn. 4. Balourdises. Existes. 5. Note. Ténèbres. 6. Pourvue d'une excroissance charnue sur la tête. Sorti du lot. 7. Article contracté. Placer dans un réservoir. 8. Mollusque gastéropode. Mit en balance. 9. Ville du Nigeria. Cage grillagée sans fond. 10. Plaçaient un siège en cuir sur le dos du cheval.

## VERTICALEMENT

I. Armes primitives qui lancent des petites fléchettes souvent empoisonnées. II. Affaiblie par l'âge. Mouvement vif et violent d'un cheval. III. Suie détrempée. Ce qui donne un vif intérêt. IV. Totalement rassasiés. V. Flottantes ce sont d'excellents entremets. Poire médicale à deux valves. VI. Appareils sonores. Mœurs. VII. Tiens. Connus. Arbres au bois brun très dur. VIII. Fille d'Eurytos. IX. Véhicules spatiaux. X. Natterait.

SOLUTION HORIZONTALEMENT : 1. Substantif. 2. Asialie. 3. Rester. 4. Bêtises. 5. Rê. 6. Nuits. 7. Au. 8. Ensiler. 9. Ede. 10. Mue. VERTICALEMENT : I. Sarbacanes. II. Usée. 3. Ruade. 4. Bistre. 5. Satiétés. 6. Crète. 7. Ote. 8. Nasse. 9. Pesa. 10. Sellassent. Enéma. VI. Sirenes. 7. Tê. 8. Su. 9. Ipès. 10. Iole. 11. Navettes. 12. Tresserait.

## l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès Directeur Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil  
de surveillance. Société nouvelle du journal  
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
Capital social 3 000 000 euros Siège social 5, rue  
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
Téléphone 01 49 22 72 72  
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
Vente en kiosques  
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

## Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur  
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice  
de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général  
et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon,  
directeur des développements

## Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanité,  
Association des lectrices et des lecteurs  
de l'Humanité

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles),  
Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du lundi 19 août 34 553 exemplaires  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique  
et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG.  
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



Une HISTOIRE POPULAIRE des JEUX OLYMPIQUES

JE COMMANDE \*

le hors-série Une histoire populaire des jeux Olympiques au prix de 9,90 €  
+ 3 € de frais de port \*\*, soit 12,90 € x  exemplaire(s) =  €

Total de ma commande  €

PRÉNOM   
NOM   
ADRESSE   
VILLE   
CODE POSTAL   
TÉLÉPHONE   
E-MAIL

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours \*\* France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre  
de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION,  
3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne  
et régler par carte bancaire,  
capturez ce QR code à l'aide de  
votre smartphone

URGENT Recherche de personnel  
soignant bénévole  
pour l'Infirmierie centrale de la Fête de l'Humanité

L'infirmierie centrale illustre depuis des années ce qui fait la singularité et la richesse de notre Fête : un collectif militant qui se mobilise pour offrir le meilleur accueil au public et faire vivre l'engagement politique et citoyen. Elle participe ainsi, au même titre que d'autres collectifs, à la co-construction et la réussite de notre belle Fête de l'Humanité.

Cette année, nous sommes malheureusement confrontés à un manque de personnel qui risque de mettre à mal ce modèle militant. Constat que nous ne pouvons accepter sans se battre pour le faire perdurer. Nous faisons donc aujourd'hui un appel à tous les militants de l'Humanité et de la Fête pour recruter des camarades dans tous les domaines du médical : médecins, infirmiers, aides-soignants, auxiliaires de régulation, pharmaciens... Chacune et chacun seront utiles et bienvenus dans notre organisation.

Si vous pouvez nous prêter main forte, nous vous invitons dès à présent à prendre contact avec :

- Pour les médecins : michel.galinski@chu-bordeaux.fr
- Pour le personnel soignant : medicalfetehumanite@gmail.com

Merci pour votre soutien et votre engagement.  
Ensemble, nous allons réussir  
une grande et belle Fête de l'Humanité !

LA FÊTE DE  
L'HUMANITÉ





Juan « Manitas » Del Monte/Emilia Pérez (Karla Sofia Gascon), chef de gang, et Rita (Zoé Saldana), avocate.

# Audiard, au féminin pluriel

**CINÉMA** Doublement récompensé à Cannes, *Emilia Pérez*, le splendide dixième long métrage du cinéaste français, introduit les questions de genre dans l'univers du narcotrafic. Un mélange étonnant de danse, de chansons, de drame et de comédie.

*Emilia Pérez*, de Jacques Audiard, France, 2 h 10

Jacques Audiard aime changer de genre comme de chemise. Et ça lui va comme un gant. Il s'est essayé avec bonheur au road-movie dans *Regarde les hommes tomber*, à la fresque historique dans *Un Héros très discret*, au polar avec *Sur mes lèvres*, au film noir avec *De battre mon cœur s'est arrêté* ou au thriller carcéral avec *Un prophète*. Ont suivi le mélodrame *De Rouille et d'os*, la chronique urbaine *Dheepan*, le western *les Frères Sisters* et la comédie de mœurs post-romantique *les Olympiades*. Voilà que le cinéaste quitte la jeunesse parisienne des tours du 13<sup>e</sup> arrondissement de son dernier long métrage pour le Mexique, avec une (nar)comédie musicale. Il est en effet question de cartel de la drogue dans *Emilia Pérez*, dont la véritable héroïne n'est pas tant le personnage éponyme que Rita, une brillante avocate incarnée par l'éblouissante Zoé Saldana.

Le réalisateur et scénariste opte pour une ligne de crête entre l'univers du romancier Don Winslow avec sa trilogie de la lutte contre la drogue (*la Griffée du chien*, *Cartel* et *la Frontière*) et celui faussement acidulé et véritablement tragique de Jacques Demy, avec une mise en scène inventive, chic et kitsch. Outre les quelques séquences de danse et de chant, on retrouve le goût pour les explorations formelles du cinéaste. Il y a des surimpressions, des split screens, des images tournées au téléphone ■■■



portable. Dit comme ça, on pourrait croire que la réalisation part dans tous les sens mais, chez Audiard, abondance de biens ne nuit pas. Bien au contraire, c'est dans ce foisonnement que le film marche sur de bons rails.

En outre, Audiard reste en terrain connu en auscultant ses démons. Comme dans la plupart de ses longs métrages, la capacité de rédemption ou de reconstruction et le refus d'enfermer ses personnages dans un déterminisme social continuent de le travailler.

#### CAPACITÉ DE RECONSTRUCTION ET REFUS DU DÉTERMINISME SOCIAL

Au début, il y a donc Rita. Issue d'un milieu très modeste, elle s'est fait une place grâce à ses seules compétences dans un prestigieux cabinet d'avocats d'affaires. Mais, dans cet environnement malsain, elle en a assez d'avaler des couleuvres. Car sa connaissance du droit ne sert qu'à blanchir des coupables en trouvant les failles des dossiers. Elle pourrait se consoler en voyant son talent récompensé, mais ses victoires judiciaires sont systématiquement mises au crédit de ses supérieurs hiérarchiques, toujours prompts à tirer la couverture à eux. Écœurée par cette course à l'impunité des escrocs qui profitent du système, elle rêve de combats plus gratifiants.

C'est paradoxalement un baron de la drogue qui va lui offrir une porte de sortie. Coté pile, « Manitas » figure la caricature virile du chef d'un cartel. Riche, intraitable et puissant. Côté face, il est tiraillé par une question d'identité à laquelle il voudrait que la talentueuse avocate trouve la réponse adéquate. Il l'engage pour trouver le chirurgien le plus à même de lui faire endosser le genre qui a secrètement toujours été le sien, le féminin. Avec des moyens financiers illimités. Le changement de genre s'accompagne d'un changement de paradigme. « Manitas », le narcotrafiquant, devient Emilia Pérez, une femme d'affaires philanthrope, sortie de nulle part.

Impliqué dans la création du collectif 50/50, Jacques Audiard prend régulièrement la parole pour réclamer de véritables actes favorisant la présence accrue et pérenne de femmes dans les festivals de cinéma, ainsi qu'une meilleure représentation à l'écran. Cela ne se voyait pas toujours dans ses films. Mais, comme *les Olympiades*, Emilia Pérez regorge de splendides personnages féminins. En témoigne le prix d'interprétation remis à chacune de ses quatre comédiennes principales, Karla Sofia Gascon, Zoé Saldana, Adriana Paz et Selena Gomez. D'ailleurs, si l'on ajoute le prix du jury, Emilia Pérez fait presque figure d'une palme bis. Et c'est mérité. Car ce mélo musical sonne juste. Et ce, malgré des incohérences dans le scénario.

Mais qu'importe la crédibilité. Ce qui compte dans cette œuvre, c'est le feu d'artifice visuel, la force du parcours rédempteur et le choix du cinéaste de mettre en accord son propos émancipateur et sa mise en scène. Ainsi fait-il incarner le double rôle de « Manitas » / Emilia Pérez par la même actrice, Karla Sofia Gascon. La comédienne espagnole trans a insisté pour endosser le personnage avant et après sa transition. Bien lui en a pris. Et si on garde en mémoire son discours émouvant sur la scène du palais des festivals de Cannes, elle apparaît encore plus convaincante à l'écran avec une prestation qui fait autant pour la visibilité des personnes trans que son plaidoyer cannois. ■

MICHAËL MÉLINARD

## Au Mexique, la violence pour seul héritage

**CINÉMA** La destinée du fils d'un tueur d'un cartel de la drogue, filmée sur un mode impressionniste. *Hijo de sicario* fait la part belle à la nature et montre le caractère aléatoire et atavique d'une criminalité née de la pauvreté rurale.

*Hijo de sicario*, d'Astrid Rondero et Fernanda Valadez, Mexique/États-Unis/France, 2 h 6

**C**e film divisé en chapitres sur la vie du fils d'un tueur d'un cartel de la drogue mexicain, un « sicario », comporte deux grandes parties. D'abord le moment où le père de Sujo est exécuté (pour trahison) par le gang auquel il appartient. L'enfant, qui a alors 4 ans, est recueilli, caché et élevé par sa tante Nemesia. Puis on le retrouve à la fin de l'adolescence, où il part s'installer à Mexico pour tenter de survivre en échappant à l'atavisme familial, qui l'incite à devenir à son tour la recrue d'un cartel.

La singularité d'*Hijo de sicario* tient à son style, à sa distance par rapport à son sujet. Les coréalisatrices, Fernanda Valadez et Astrid Rondero, décrivent une situation tragique et angoissante de façon quasi atmosphérique. Loin de s'appesantir sur la potentielle dimension policière du sujet, elles font progresser le récit par petites touches impressionnistes, montrant comment de simples campagnards originaires

d'une région où les gangs prospèrent sont contraints à devenir des « mules » ou des exécuteurs.

Le filmage joue sur les clairs-obscurs, les zones d'ombre, les aléas climatiques et se focalise sur la nature où évoluent les personnages. Une dimension cosmique accentuée par une caméra équipée d'optiques d'appareil photo qui joue avec la lumière naturelle et induit une profondeur de champ limitée, dont le

**L'aspect aléatoire et naturel de l'image élude les constats cliniques et la violence crue.**

corollaire est un certain flou artistique. D'où l'aspect aléatoire et naturel de l'image, qui élude les constats cliniques et la violence crue. D'où un point de vue évasif sur les activités criminelles qui se trament à l'arrière-plan ; de nombreuses scènes se déroulent en pleine nature et parfois la nuit ; les actes violents restent hors champ.

Travail de distanciation qui reflète le caractère insaisissable du phénomène endémique des

cartels. Il rappelle le système de la Ndrangheta, organisation mafieuse du sud de l'Italie employant des gens du cru qui ne sont pas forcément des professionnels du crime. Idem ici où Sujo et ses cousins, une fois adolescents, sont insidieusement happés dans le processus.

En contrepoint, il y a le segment situé à Mexico, qui s'approche plus du roman de formation habituel – Sujo gagne la capitale un peu comme Rastignac jadis (toutes proportions gardées). Mais là encore tout est mitigé. Pas de rédemption fulgurante pour le fils du sicario marqué par ses origines. Les séquences urbaines restent avant tout des éléments de comparaison pour permettre de voir à quel point cette délinquance sauvage est indissociable de la pauvreté rurale, aux antipodes de la sophistication urbaine de la capitale.

Mais même ce contraste avec les prémices du récit n'est pas appuyé. Tout est relatif et circonstanciel. D'où la douceur relative de ce film moderne traitant un sujet brûlant en s'efforçant de résister aussi bien à l'angélisme, au sensationnalisme qu'aux clichés dramatiques attendus. ■

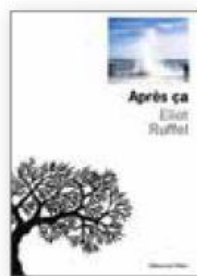
VINCENT OSTRIA



Sujo (Juan Jesús Varela), fils de « sicario », peut-il espérer un autre avenir professionnel ?



# Premiers romans



**Après ça, d'Eliot Ruffel,**  
éditions de l'Olivier,  
160 pages, 17,50 euros

Avec Max on a survécu au cagnard de l'après-midi. Pendant qu'on luttait contre le soleil bien dur on rigolait de voir les peaux sensibles faire moins les fières et se couvrir rapidement de crème solaire ou d'un tee-shirt manches longues pour ne pas cloquer. Quand la température est tombée, on s'est dirigés vers la promenade qui longe la falaise, celle qui surplombe la mer de trente mètres. À la fin de la route goudronnée, il

ya un chemin que seuls les habitués connaissent, surtout depuis que la ville essaye d'en restreindre l'accès en posant des rubalises rouge et blanc dont les lambeaux flottent déjà quand on arrive, portés par les courants d'air chaud. En contrebas, la mer grignote la roche des falaises, force les terrains des maisons à reculer un peu plus chaque année. Ça a commencé à faire trembler les propriétaires quand ils ont vu le prix de leur

maison secondaire dégringoler. Pour beaucoup, leur problème c'est pas de voir leur maison disparaître, non, juste de comprendre que leurs investissements deviennent de moins en moins rentables, qu'ils perdent un peu plus d'oseille, qu'ils en gagnent un peu moins. Alors les propriétaires de la côte ont vite trouvé le chemin des agences immobilières pour faire estimer et finir par vendre aux plus offrants.

## Le territoire infini de l'écriture

Diplômé d'une école d'art et du master de création littéraire du Havre, **Eliot Ruffel** est venu à la littérature par les images. En partie inspiré par ses souvenirs d'ennui à l'adolescence, *Après ça* suit la trajectoire de deux garçons dans une ville portuaire, le temps d'un été.

**L'**ennui. C'est sûrement le mot qui revient le plus souvent dans la bouche d'Eliot Ruffel quand il parle d'*Après ça*, attaché à une terrasse bruyante du 18<sup>e</sup> arrondissement parisien. S'il ne se passe objectivement pas grand-chose dans ce premier roman qui s'étire, le temps d'un été, dans une ville portuaire de Normandie, on est pourtant captivé par la voix de Lou, un adolescent de 17 ans prêt à basculer dans l'âge adulte. Avec son copain Max, il mange des frites, boit des bières et du Coca sur la plage ou observe une bande d'adolescents qui jouent à sauter de la jetée. Histoire d'amitié entre deux garçons unis tacitement par une même expérience de la violence paternelle, le livre s'articule autour d'un drame laissé hors champ, un accident malheureusement banal auquel la population endeuillée réagira par une marche blanche.

Entre le lotissement où vit Lou, la supérette, la plage et le skatepark, on suit les déplacements du narrateur dans cette ville qu'Eliot Ruffel ne veut pas nommer, où les bateaux qui partent vers l'Angleterre sont le seul horizon. « J'avais envie de suivre Lou au plus près. Avec les déplacements, je pouvais me permettre la fiction et l'émergence

des souvenirs. J'ai passé des étés dans cette ville très marquée socialement, j'ai nourri le roman des strates historiques et de ce que m'a raconté mon père sur son adolescence. »

### « CE QUI CONSTRUIT LE QUOTIDIEN »

Écrit à partir d'un scénario de court métrage, *Après ça* s'est étoffé au master de création littéraire du Havre (Seine-Maritime), où Eliot Ruffel a passé deux ans après des études d'art : « J'ai fait une prépa art puis la HEAD, l'équivalent des Beaux-Arts à Genève. À la fin de la 2<sup>e</sup> année, j'ai suivi un cours avec l'autrice Carla Demierre. Je commençais à écrire dans des formes plastiques en mêlant texte et image. J'ai trouvé dans l'écriture un territoire infini. » Au Havre, lui qui n'a jamais été un grand lecteur s'initie à la littérature contemporaine. La lecture d'*Un jour ce sera vide*, d'Hugo Lindenberg (2022), premier roman sur le deuil et les souvenirs d'enfance sur une plage normande, lui donne envie de reprendre le scénario laissé en suspens. L'écrivaine Colombe Boncenne, référente de son projet, lui fait lire David Lopez, Marin Fouqué, de jeunes auteurs qui travaillent sur l'oralité et dont les livres se passent dans des milieux populaires. Assez vite, le roman est sur des rails, si bien qu'il est achevé deux mois avant la soutenance. La suite est à l'avenant : les éditions de l'Olivier, à qui il a envoyé son texte, lui proposent un contrat dès l'été 2023.

Dernier d'une famille de trois garçons, Eliot Ruffel grandit auprès d'un père architecte et d'une mère infirmière, à côté de Saint-Étienne (Loire), « dans une ville d'entre-deux, pas totalement la campagne. C'est l'ennui, des mercredis après-midi à jouer à la console, à ne rien faire, à inviter des amis à la maison, à faire des chichas. Certains ont

le permis, alors on passe des soirées à zoner dans des forêts, à fumer et boire dans les voitures. Le livre est assez fidèle à ce que j'ai vécu. J'ai retenu l'envie d'enlever le côté spectaculaire d'une histoire pour ne garder que ce qui construit le quotidien ».

L'une des vertus de l'ennui, c'est d'être un carburant pour la création. À force de traîner sur Internet, il découvre l'art, « par Photoshop, un peu par l'architecture grâce à mon père, puis je suis passé à la mode par l'image photographique. Je passais beaucoup de temps à imiter

les choses que je voyais ». Sur ce « terreau fertile », se greffent la littérature et le cinéma, des films piratés par ses frères sur Internet à défaut de pouvoir accéder à un cinéma d'art et essai. La fréquentation des musées arrive tardivement, avec l'entrée en prépa : « Avant, j'ai dû aller à une Biennale de Lyon et trois fois dans un musée de Saint-Étienne. » Désormais étudiant aux arts décoratifs à Paris, Eliot Ruffel continue la photo, la vidéo, se verrait bien bifurquer vers le cinéma. Une

chose est sûre, il écrit pour être lu : « J'ai envie que ma mère et mes frères puissent me lire, je ne veux pas nourrir une image de niche littéraire ou écrire pour le gratin. » Sa famille, « avare en émotions », lui a dit « que ça se lisait bien ». Il ne lui en faut pas plus. ■

SOPHIE JOUBERT



PATRICE NORMAND

Demain : *Le bleu n'abîme pas*, d'Anouk Schavelzon.

Retrouvez les épisodes précédents sur [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)





À la rencontre de celles et ceux, dont la passion a permis de conserver des chants voués à se perdre dans les affres du temps.

LES FILMS DE L'ŒIL SAUVAGE

# Combattre le franquisme par la musique

**TÉLÉVISION** À l'été 1961, des ethnomusicologues italiens vont récolter des chansons populaires de la résistance à la dictature espagnole. C'est leur voyage que restitue ce documentaire.

**La Marseillaise des ivrognes,**  
France 3, 23 h 30

**L**e jeudi 29 juin 1961, deux voitures partent en direction de la ville de Toulouse. À leur bord se trouvent huit artistes italiens, le collectif Cantacronache, mais aussi des appareils photo et du matériel d'enregistrement. Ils et elles sont poètes, chanteurs, graphistes ou écrivains et souhaitent rallier une Espagne sous le joug de la répression du régime franquiste. Ils ont pour cela déjà réalisé une « série de contacts préparatoires avec les émigrés espagnols en France et en Suisse ».

Leur voyage vers la Ville rose n'est ainsi qu'une étape. Le groupe souhaite y rencontrer les groupes anarchistes et

socialistes les plus puissants d'Espagne, toujours en contact avec les mouvements de résistance restés sur place. Ils atteindront leur destination quelques jours plus tard. Le nom de ce collectif : les Cantacronache. Leur objectif : enregistrer des chants populaires de résistance contre le régime instauré par Franco. C'est au périple de ce « mouvement musico-littéraire », comme l'a résumé l'un de ses membres, Michele Luigi Straniero, que s'intéresse *la Marseillaise des ivrognes*. Réalisé par Pablo Gil Rituerto et écrit par Alba Lombardia, le documentaire nous emmène sur les traces de résistants fusillés, de villageois devenus contrebandiers, d'une quinzaine de familles installées dans un fort militaire désaffecté reconverti en bidonville. Tous et toutes

des soutiens indispensables à l'initiative qui a été menée en 1961.

Inspirés par le carnet de voyage clandestin des Cantacronache et du livret *Cantos de la nueva resistencia española* (chants de la nouvelle résistance espagnole), Pablo Gil Rituerto et son équipe réalisent un travail testimonial. Par le voyage, d'abord,

**Des voix du siècle dernier s'entremêlent, interagissent avec celles de notre époque.**

qui leur permet de rencontrer celles et ceux dont la passion a permis de conserver des chants voués à se perdre dans les affres du temps. Mais aussi par la restauration des bandes sonores et des pellicules d'origine, à qui l'équipe redonne un second souffle.

Des voix du siècle dernier s'entremêlent, interagissent alors avec celles de notre époque. Tandis que les preneurs de son – et le matériel en lui-même – occupent les premiers rôles. Un

parallèle appuyé par des scènes captées en 2022, comme une manifestation où les participants scandaient : « *Le peuple commande, le gouvernement obéit !* »

Plus qu'un simple hommage aux Cantacronache, ce collectif turinois pour qui la révolte surgit aussi par l'art, *la Marseillaise des ivrognes* rappelle le rôle prépondérant des petites mains et des anonymes. « *Le matériel devait être envoyé par courrier depuis n'importe où en Espagne, sous la dénomination "Livres", à un bureau de poste à Barcelone* », raconte par exemple l'un des membres du groupe d'artistes. Il revenait alors à un contrebandier de réaliser le transfert, malgré les risques. Ou quand le groupe a voyagé avec des adresses et des noms confidentiels inscrits dans des cigarettes coupées en deux, dans le sens de la longueur. Près de quarante ans plus tard, ces chants peuvent enfin sortir de l'oubli. ■

TOM DEMARS-GRANJA



**N**ée en 1917, l'année de la déclaration Balfour et de la révolution d'Octobre, on l'appelle « la poétesse de la Palestine ». Elle a traversé le XX<sup>e</sup> siècle et ses bouleversements. Depuis sa ville natale, Naplouse, où elle s'éteint en 2003, elle a connu le mandat britannique, la Nakba, 1967 et l'occupation, l'Intifada, les accords d'Oslo et le mur de séparation.

C'est à son décès, en décembre 2003, à l'âge de 87 ans, que la presse française a davantage parlé de Fadwa Touqan, reconnue comme une pionnière de la poésie palestinienne et arabe. Depuis 2021, une rue porte son nom à Rezé (Loire-Atlantique).

Née dans une famille de notables conservateurs, elle fut prisonnière d'un père qui lui interdit d'aller à l'école alors qu'elle n'a que 13 ans. Elle ira quand même étudier à Oxford grâce à l'aide précieuse de son frère aîné, le célèbre poète et dramaturge Ibrahim Touqan, auquel elle a rendu des hommages appuyés. La petite sœur a de qui tenir. Dès ses premiers poèmes, la puissance de son écriture ne fait aucun

*Elle s'émancipera,  
résistera et se  
battra. S'assumer  
femme poète était  
révolutionnaire.*

doute : « *Les plantes ne voient pas le jour avant de s'être frayé dans la terre un chemin ardu. Mon histoire, c'est l'histoire de la lutte d'une graine aux prises avec la terre rocailleuse et dure. C'est l'histoire d'un combat contre la sécheresse et la roche.* »

Cet extrait tiré du *Rocher et la Peine*, premier tome de son autobiographie, évoque sa double condition d'opprimée : dans sa famille et dans sa patrie. Elle traversera l'ensemble de son œuvre : huit recueils de poésie et deux volumes autobiographiques (1). La poétesse dira de mille façons les humiliations qu'elle a subies. Celle d'un frère lui assenant : « *Tu ne sortiras plus que le jour de ta mort, lorsque nous t'emmènerons au cimetière !* » Puis celle de la défaite de 1967 soldée par l'annexion et l'occupation de sa terre. Des blessures indélébiles : « *Ils ont tué l'amour en moi, ils ont transformé le sang de mes veines en glycérine et goudron.* »

La jeune femme ne restera pas prisonnière de ses démons. Elle s'émancipera, résistera et se battra. S'assumer femme poète, à l'époque, était en soi déjà révolutionnaire. Fadwa Touqan créera, à Naplouse, le premier centre de recherches sur la condition des femmes. Elle connaîtra une renommée internationale dans les années 1980, avec la traduction de ses poèmes en anglais. Ses textes ont honoré l'amour et la nature, mais la question féminine et la lutte pour les droits nationaux de son peuple seront portées en étendard. Un choix qui s'affirmera après 1967. Dans les *Martyrs de l'Intifada*, l'un de ses recueils les plus connus, elle

# La question féminine et la Palestine au cœur

**Fadwa Touqan** Dans le monde très masculin de la littérature arabe, elle brisa le plafond de verre pour devenir une voix majeure de la résistance. L'enfermement et la liberté hantent l'œuvre de l'autrice née en 1917 à Naplouse, comme ils ont marqué sa vie.



« La poétesse de la Palestine » dans sa maison de Naplouse, en Cisjordanie, en 2003. AFP

célèbre ainsi les « enfants des pierres » : « *Ils sont morts / Debout astres scintillants / Embrassant la vie sur la bouche. Regarde-les au loin enlacer la mort pour exister encore.* »

Dans le second volume de ses mémoires, *le Cri de la pierre*, elle relate ses rencontres avec le président Nasser ou Yasser Arafat, et sa convocation chez le général Moshe Dayan pour qui « un poème de Fadwa Touqan équivalait à 20 bataillons ennemis ». Elle raconte aussi ses amitiés, palestiniennes et israéliennes, et, surtout, l'espoir qu'elle n'a cessé de nourrir pour la fin de l'occupation et pour une paix durable. ■

LATIFA MADANI

(1) Une compilation des deux volumes de son autobiographie *le Rocher et la Peine* (1997) et *le Cri de la pierre* (1998) a été publiée en juin aux éditions l'Asiathèque Maison des langues, avec une nouvelle introduction de ses traducteurs, Joséphine Lama et Benoît Tadié.

Demain : Leonora Carrington  
Retrouvez les épisodes précédents  
sur [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

## Retour à la mer (extrait)

Île où rêvent nos rêves ;  
Laisse-nous partir.  
Délivre-nous de tes appels,  
Scintillant mirage,  
Fils de lumière si transparents,  
Qu'ils nous ont pris au piège  
Et jetés au désert.  
Île absurde où rêvent nos rêves,  
Tu nous as perdus.  
Lorsque nous apparut ton ombre fraîche,  
Nous avons dit : terre !  
Voici l'invitation au repos,  
Et de nos pas la récompense.

Ici nous entrons dignes et sauvés.  
Ici nous déposons notre fardeau,  
Et le chagrin de tant d'années.  
Nous avons dit : ici, notre âme oubliera.  
Nous avons dit, nous nous sommes dit...  
Le vert des prairies battait sous notre espoir.  
Dieu ! comme c'est beau l'espoir  
Pour ceux qui errent au long des routes,  
Pour ceux qui marchent la nuit sans compagnon.  
Nous avons dit, nous nous sommes dit...  
Ah, belle tromperie ! Éclatante illusion !  
Quand sur toi nous avons jeté l'ancre,  
Nous rêvions.



**Plus connue sous son nom de guerre, Nicole Minet, la libératrice de Chartres restera un symbole des combats contre les troupes nazies. Sa photo fera le tour du monde.**



À Chartres, le 23 août 1944, elle pose avec un fusil-mitrailleur allemand devant l'objectif d'un photographe américain.

LAPI / ROGER-VIOLETTE

**C**e 23 août 1944, le général de Gaulle est à Chartres pour célébrer la libération de la ville. Une jeune femme de 18 ans, mitrailleuse à la main, pose devant l'objectif de Jack Belden, photographe américain. L'image, en faisant le tour du monde, fera de Simone Segouin une icône de la Résistance. Mais, après la guerre, la combattante est restée discrète sur sa terre eurélienne, loin des honneurs et des cérémonies mémorielles.

Pourtant, la jeune couturière, agente de liaison pour le réseau des Francs-tireurs et partisans (FTP), a un parcours aussi héroïque que singulier. Elle fait partie de cette minorité de femmes résistantes à avoir pris les armes et participé à des combats de rue. Elle est la seule femme à défilé dans Chartres libérée devant de Gaulle. Elle est aussi, pour l'époque, une des rares à avoir été en couple et mère de six enfants sans jamais se marier. Une femme libre, courageuse et modeste.

#### PREMIÈRE MISSION : DÉROBER UNE BICYCLETTE

Née le 3 octobre 1925 à Thivars près de Chartres, dans une famille de cultivateurs, elle travaillait à la ferme et apprenait la couture. Son père, communiste, avait fait la Grande Guerre. En 1940, il coordonne un réseau de résistance. La petite Simone a de qui tenir. Mais son héritage familial n'explique pas tout. Son engagement a été accéléré par un concours de circonstances, comme en témoigne son récit dans les publications de la Fondation de la Résistance (1). Lorsque la guerre éclate, les Allemands demandent à son père, conseiller municipal, une liste de jeunes filles susceptibles de travailler à leur service. Pour protéger sa fille, il dit qu'elle

est couturière. Qu'à cela ne tienne, les Allemands apportent des travaux de couture. Mais comment éviter les allers et retours dans la ferme familiale, QG des résistants FTP du secteur ? Pas d'autre choix donc que de faire partir la jeune femme. Du haut de ses 18 ans, Simone quitte le domicile familial, entre dans la clandestinité et en résistance pour le réseau des FTP et devient « Nicole Minet ».

Agente de liaison, sa première mission fut de se procurer une bicyclette. Elle la dérobera à une secrétaire allemande de la Kommandantur qui venait tous les jours à l'hôtel des postes de Chartres chercher du courrier. « J'ai attendu qu'elle soit rentrée dans la poste et j'ai alors pris son vélo sans être inquiétée. C'était tout de même risqué et j'ai eu de la chance. Arrivée à ma planque, je l'ai repeinte en bleu pour que personne ne la reconnaisse. » Elle sillonna les routes

du département, de Chartres à Châteaudun en passant par Dreux, convoyant des armes et portant des messages. Elle n'a pas peur, rien ne l'arrête.

#### « SI C'ÉTAIT À REFAIRE, JE LE REFERAIS »

Les FTP lui proposent de prendre les armes, ce qui est plutôt rare à l'époque. Elle sera formée et participera à des combats de rue et des missions de terrain sous le commandement du lieutenant Roland Boursier, dit « Germain », qui deviendra plus tard son compagnon. Simone Segouin raconte souvent cette mission de sabotage d'une ligne ferroviaire en juin 1944. Elle était chargée de prévenir le chef de gare pour éviter le déraillement de wagons transportant des civils. Le 20 août 1944, deux mois après le débarquement en Normandie, sa section doit arrêter un soldat allemand dans un bois

SIMONE SEGOUIN

## La «jeune résistante à la mitrailleuse»

près de Thivars. En fait, il y en avait 23. Elle les désarme et les fait prisonniers. C'est à cette occasion, tient-elle souvent à préciser, qu'elle a récupéré la fameuse mitrailleuse, un pistolet-mitrailleur MP40. Elle ne l'a jamais utilisée, n'a jamais combattu avec, assure-t-elle. C'est pourtant avec cette arme qu'elle sera prise en photo. Quelques jours plus tard, elle rejoint la capitale avec ses compagnons et participe à la libération de Paris. Le 25 août, elle pose une nouvelle fois aux côtés de résistants des Forces françaises de l'intérieur, sous l'objectif du même photographe, qui lui consacra un long article dans le magazine *Life*.

Après la guerre, Simone Segouin entreprend des études de médecine et devient infirmière en pédiatrie. Elle s'est attachée à transmettre cette page d'histoire aux jeunes générations. Peu avant sa mort, elle confiait à l'*Écho républicain* : « J'ai fait mon devoir comme d'autres femmes l'ont accompli comme moi dans la Résistance. Si c'était à refaire, je le referais parce que je ne regrette rien. Non, je n'ai aucun regret. » Nombreux ont salué « sa force de caractère, sa fougue et son courage ». Simone Segouin s'est éteinte à Courville-sur-Eure, le 21 février 2023. Elle avait 97 ans. ■

LATIFA MADANI

(1) « La Résistance photographiée à la Libération », dans *les Cahiers de la Fondation de la Résistance*, et « La jeune résistante armée de Chartres » dans *la Lettre de la Fondation de la Résistance*, sur [fondationresistance.org](http://fondationresistance.org)